



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre
clos le 30 juin 2020



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2020

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre clos le 30 juin 2020. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre clos le 30 juin 2020, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le *Rapport annuel de 2020* de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 24 août 2020, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer les contrôles de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers avant leur embarquement à bord d'aéronefs;

- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers et de leurs effets personnels, y compris les véhicules, entrant dans des zones réglementées de l'aérodrome des aéroports à risque élevé;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le programme dans le cadre duquel on utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sûreté s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que le Ministre pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret, durant les périodes creuses, en utilisant les ressources, la technologie et les procédures existantes.

Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle, selon le principe de recouvrement des coûts, à l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'administration aéroportuaire de Muskoka. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni au cours du trimestre clos le 30 juin 2020.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

En réponse à la pandémie de COVID-19, des gouvernements du monde entier ont imposé un certain nombre de restrictions de déplacement et il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a diminué de 95,7 % au cours du trimestre clos le 30 juin 2020 par rapport à la période correspondante de 2019. Les activités de contrôle et le matériel de contrôle de l'ACSTA ont subi des répercussions importantes, puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

Étant donné les répercussions de la pandémie sur ses activités de contrôle, l'ACSTA a conclu des ententes à court terme avec ses fournisseurs de services de contrôle pour tenter de contenir les coûts et obtenir la flexibilité voulue pour adapter ses activités en fonction de l'évolution de la situation. Ces ententes prévoient une réduction progressive du nombre d'heures de services de contrôle achetées qui ne reflète pas entièrement le déclin considérable des volumes de passagers.

En juin 2020, Transports Canada a annoncé que l'ACSTA fera la vérification de la température des passagers ainsi que des employés et du personnel qui pénètrent ou travaillent à l'intérieur des zones réglementées des aéroports. L'ACSTA a respecté le délai imposé par Transports Canada en débutant la vérification de la température dans les quatre grands aéroports désignés pour les voyages internationaux avant la fin de juillet. Par ailleurs, l'Administration est en voie de mettre en place des postes de vérification de la température dans les 11 autres aéroports les plus achalandés du Canada d'ici à la fin de septembre.

RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA surveille et réévalue régulièrement ses risques organisationnels. Aucun changement important n'a été apporté au profil de gestion des risques de l'entreprise de l'ACSTA qui a été communiqué dans le *Rapport annuel de 2020* de l'ACSTA.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les principaux écarts relevés entre l'état intermédiaire résumé du résultat global du trimestre clos le 30 juin 2020 et celui du trimestre clos le 30 juin 2019.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global	Trimestres clos les 30 juin			
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	Écart en \$	Écart en %
(En milliers de dollars canadiens)				
Charges¹				
Services de contrôle et autres coûts connexes	130 577 \$	151 315 \$	(20 738) \$	(13,7 %)
Exploitation et entretien du matériel	8 115	10 488	(2 373)	(22,6 %)
Soutien des programmes et services généraux	22 874	22 083	791	3,6 %
Amortissement	18 555	17 096	1 459	8,5 %
Total des charges	180 121	200 982	(20 861)	(10,4 %)
Autres charges (produits)	1 490	1 466	24	1,6 %
Performance financière avant les revenus et le financement public	181 611	202 448	(20 837)	(10,3 %)
Revenus	110	4 167	(4 057)	(97,4 %)
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	158 336	175 864	(17 528)	(10,0 %)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	18 500	17 208	1 292	7,5 %
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	1 036	981	55	5,6 %
Total du financement public	177 872	194 053	(16 181)	(8,3 %)
Performance financière	(3 629) \$	(4 228) \$	599	14,2 %
Autres éléments du résultat global	(30 147)	(25 074)	(5 073) \$	(20,2 %)
Résultat global total	(33 776) \$	(29 302) \$	(4 474) \$	(15,3 %)

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2020.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont diminué de 20 738 \$ (13,7 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cet écart s'explique surtout par la diminution du nombre d'heures de contrôle achetées au coût total de 23 537 \$ en raison de la pandémie de COVID-19. Cette baisse a été en partie compensée par les augmentations annuelles du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle totalisant 3 404 \$ et par des frais additionnels associés au renforcement des mesures sanitaires aux postes de contrôle et l'acquisition de matériel de protection individuelle qui ont totalisé 1 645 \$.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont diminué de 2 373 \$ (22,6 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette baisse s'explique par la diminution des coûts d'entretien et des pièces de rechange pour les matériels liés aux systèmes de détection d'explosifs (SDE) en raison d'une utilisation réduite de ce matériel attribuable à la fermeture temporaire de certaines voies de contrôle, et par le remplacement d'anciennes unités de SDE par du nouveau matériel sous garantie. La diminution est aussi attribuable à une réduction des activités de formation puisque le fournisseur de services d'entretien de l'ACSTA ne pouvait pas se rendre dans les aéroports.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et aux services généraux ont augmenté de 791 \$ (3,6 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette augmentation s'explique par une hausse des frais relatifs aux employés et l'achat d'une assurance contre le risque de guerre pour laquelle le gouvernement du Canada avait fourni un mécanisme d'indemnisation au cours des exercices antérieurs. Ces augmentations ont été en partie compensées par une diminution des frais de déplacement et des frais de bureau et frais informatiques.

Amortissement

L'amortissement a augmenté de 1 459 \$ (8,5 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette augmentation est surtout attribuable à l'amortissement comptabilisé pour les nouveaux matériels de CBE déployés dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE. Cette augmentation a été en partie compensée par du matériel devenant complètement amorti ou mis hors service.

Revenus

Les revenus ont diminué de 4 057 \$ (97,4 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette diminution est surtout attribuable au fait que l'ACSTA n'a pas fourni de services de contrôle supplémentaire à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) au cours du trimestre considéré dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Financement public

L'ACSTA finance ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations, notamment ses paiements de loyers, au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a diminué de 17 528 \$ (10,0 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, et aussi des frais d'exploitation et d'entretien du matériel, décrite précédemment.

Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

L'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a augmenté de 1 292 \$ (7,5 %) pour le trimestre clos le 30 juin 2020, comparativement à la période correspondante de 2019. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse du montant de l'amortissement, comme cela a été expliqué précédemment.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

La perte au titre des autres éléments du résultat global de 30 147 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2020 est principalement attribuable à une perte de réévaluation de 55 637 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 100 points de base depuis le 31 mars 2020. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 25 490 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 25 074 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2019 était quant à elle principalement attribuable à une perte de réévaluation de 29 796 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 50 points de base entre le 31 mars 2019 et le 30 juin 2019. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 4 722 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux initialement posé comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 12 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts relevés entre l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 30 juin 2020, comparativement au 31 mars 2020.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé de la situation financière				
	30 juin 2020	31 mars 2020		
(En milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	176 879 \$	182 252 \$	(5 373) \$	(2,9%)
Actifs non courants	515 930	523 918	(7 988)	(1,5%)
Total des actifs	692 809 \$	706 170 \$	(13 361) \$	(1,9%)
Passifs courants	179 791 \$	180 053 \$	(262) \$	(0,1%)
Passifs non courants	570 696	550 019	20 677	3,8 %
Total des passifs	750 487 \$	730 072 \$	20 415 \$	2,8 %

Actifs

Les actifs courants ont diminué de 5 373 \$ (2,9 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 26 724 \$ des clients et autres débiteurs qui est attribuable à une baisse des crédits parlementaires à recevoir, des taxes de vente à recouvrer et des montants à recevoir pour les services de contrôle supplémentaires;
- une augmentation de 20 542 \$ de la trésorerie qui s'explique principalement par des changements apportés au calendrier prévu des paiements à des fournisseurs de biens et services;
- une augmentation de 2 220 \$ des dépenses payées d'avance attribuable principalement au paiement anticipé des primes d'assurance annuelles.

Les actifs non courants ont diminué de 7 988 \$ (1,5 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une diminution de 7 702 \$ des immobilisations corporelles principalement attribuable à la comptabilisation d'un amortissement de 17 150 \$, qui a été en partie compensée par des acquisitions d'une valeur totale de 10 406 \$;
- une diminution de 915 \$ des actifs au titre de droits d'utilisation attribuable à l'amortissement;
- une augmentation de 1 275 \$ des immobilisations incorporelles principalement attribuable à des acquisitions d'une valeur totale de 1 765 \$, qui ont été en partie compensées par la comptabilisation d'un amortissement de 490 \$.

Passifs

Les passifs courants ont diminué de 262 \$ (0,1 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 5 070 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du calendrier des décaissements effectués au titre d'obligations non réglées auprès de fournisseurs;
- une augmentation de 2 727 \$ de la portion courante des retenues de garantie en raison de projets de recapitalisation des systèmes de CBE non courants qui sont désormais courants et de travaux de construction en cours dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE;
- une augmentation de 1 709 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation qui découle principalement d'une réduction des dépenses payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 20 677 \$ (3,8 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 30 202 \$ du passif au titre des avantages du personnel pour le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et l'autre régime à prestations définies;
- une diminution de 6 356 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations résultant d'un excédent de l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 18 500 \$ sur les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 12 144 \$;
- une diminution de 2 224 \$ de la portion non courante des retenues de garantie attribuable à des projets de recapitalisation des systèmes de CBE non courants qui sont désormais courants. Cette diminution a été partiellement compensée par des travaux de construction en cours dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE;
- une diminution de 945 \$ de la portion non courante des obligations locatives attribuable aux paiements de loyers continus.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le plan d'entreprise de l'ACSTA pour l'exercice considéré n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que ce plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts importants entre ses résultats financiers et les résultats présentés dans le résumé du plan d'entreprise de l'exercice considéré.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Charges d'exploitation

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (En milliers de dollars canadiens)	Trimestre clos les 30 juin	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	181 611 \$	202 448 \$
Revenus	(110)	(4 167)
Performance financière avant le financement public	181 501	198 281
Charges sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	(18 555)	(17 096)
Frais relatifs aux employés à payer ¹	(2 111)	(1 594)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	(981)	(637)
Radiation d'immobilisations corporelles	(772)	(79)
Charges au titre des avantages du personnel ²	(701)	(2 144)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	(177)	-
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(113)	(128)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ³	(7)	(1)
Gain de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière	227	246
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	25	(984)
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	158 336 \$	175 864 \$
Autres éléments affectant le financement		
Variation nette des dépenses payées d'avance et des stocks ⁴	1 709	(497)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	160 045 \$	175 367 \$

¹ Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 30 juin 2020. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

² Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

³ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les dépenses payées d'avance financées au moyen des crédits pour les charges d'exploitation et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement des dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations :

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	Trimestres clos les	
	30 juin	
(En milliers de dollars canadiens)	2020 (non audités)	2019 (non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	7 103 \$	19 819 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	5 068	1 096
Paielements de loyers	1 036	981
Total des dépenses en immobilisations	13 207 \$	21 896 \$
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	-	(46)
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles ¹	(27)	-
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	13 180 \$	21 850 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations corporelles incluent des produits sans effet sur la trésorerie reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

24 août 2020



Nancy Fitchett, CPA, CA
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et
chef des services financiers

Ottawa, Canada

24 août 2020

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

30 juin 2020

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(Non audité)

(En milliers de dollars canadiens)

	30 juin 2020	31 mars 2020
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	39 034 \$	18 492 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	115 589	142 313
Stocks (note 5)	15 540	16 025
Dépenses payées d'avance	6 716	4 496
Actifs financiers dérivés (note 15)	-	926
	176 879	182 252
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	475 494	483 196
Immobilisations incorporelles (note 7)	18 304	17 029
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	21 296	22 211
Actif au titre des avantages du personnel (note 12)	836	1 482
	515 930	523 918
Total des actifs	692 809 \$	706 170 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	135 648 \$	140 718 \$
Retenues de garantie	19 094	16 367
Provisions (note 9)	300	-
Obligations locatives (note 10)	3 565	3 548
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 11)	21 129	19 420
Passifs financiers dérivés (note 15)	55	-
	179 791	180 053
Passifs non courants		
Retenues de garantie (note 15)	3 186	5 410
Obligations locatives (note 10)	18 434	19 379
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	492 438	498 794
Passif au titre des avantages du personnel (note 12)	56 638	26 436
	570 696	550 019
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(57 678)	(23 902)
Total des passifs et des capitaux propres	692 809 \$	706 170 \$

Éventualités (note 9) et accords contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(Non audité)

(En milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Charges		
Contrôle préembarquement	91 787 \$	112 120 \$
Contrôle des bagages enregistrés	40 133	40 895
Contrôle des non-passagers	34 996	35 353
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	557	772
Services généraux	12 648	11 842
Total des charges (note 13)	180 121	200 982
Autres charges (produits)		
Perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	981	637
Radiation d'immobilisations corporelles	772	79
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	177	-
Charges financières	113	129
Gain de change	(528)	(363)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(25)	984
Total des autres charges (produits)	1 490	1 466
Performance financière avant les revenus et le financement public	181 611	202 448
Revenus		
Produits financiers	110	219
Services de contrôle – supplémentaires	-	3 923
Services de contrôle – autres	-	25
Total des revenus	110	4 167
Financement public		
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 11)	158 336	175 864
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	18 500	17 208
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	1 036	981
Total du financement public	177 872	194 053
Performance financière	(3 629) \$	(4 228) \$
Autres éléments du résultat global		
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière		
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	(30 147)	(25 074)
Résultat global total	(33 776) \$	(29 302) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(Non audité)

(En milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 30 juin :	
	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2020	(23 902) \$
Performance financière	(3 629)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	(30 147)
Solde au 30 juin 2020	(57 678) \$
Solde au 31 mars 2019	(23 639) \$
Performance financière	(4 228)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 12)	(25 074)
Solde au 30 juin 2019	(52 941) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audité)

(En milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation		
Performance financière	(3 629) \$	(4 228) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement (note 13)	18 555	17 096
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	981	637
Radiation d'immobilisations corporelles	772	79
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	701	2 144
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	177	-
Autres transactions sans effet sur la trésorerie	2	(1)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 11)	(18 500)	(17 208)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(25)	984
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	49 347	40 194
	48 381	39 697
Activités d'investissement		
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	1 117	63 872
Acquisition d'immobilisations corporelles	(26 128)	(25 466)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 905)	(3 557)
	(26 916)	34 849
Activités de financement		
Paiement de capital au titre des obligations locatives	(923)	(853)
	(923)	(853)
Augmentation de la trésorerie	20 542	73 693
Trésorerie à l'ouverture de la période	18 492	4 007
Trésorerie à la clôture de la période	39 034 \$	77 700 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tels qu'ils sont présentés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020
(En milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée au moyen de crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'Administration aéroportuaire de Muskoka selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni pour le trimestre clos le 30 juin 2020.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 24 août 2020.

2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récent. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Crédits parlementaires (note 17)	110 087 \$	132 862 \$
TPS et TVH à recouvrer (note 17)	4 835	5 143
TVP à recouvrer	661	2 397
Autre	6	-
Services de contrôle – supplémentaires	-	1 911
	115 589 \$	142 313 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients sont de 30 jours. Au 30 juin 2020 et au 31 mars 2020, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Pièces de rechange	13 812 \$	13 956 \$
CIZR	1 130	1 183
Uniformes	598	886
	15 540 \$	16 025 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Amélio- rations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2019	159 376	\$ 719 505	\$ 18 391	\$ 4 475	\$ 28 234	\$ 129	\$ 10 613	\$ 95 956	\$ 1 036 679
Entrées	3 589	56 594	-	370	1 964	-	165	33 472	96 154
Sorties	(2 584)	(133 350)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(137 934)
Radiations	(431)	(3 055)	-	(189)	(1 901)	-	(864)	(31)	(6 471)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(214)	-	-	(383)	(597)
Reclassements	(3 542)	72 391	2 653	27	2 436	-	-	(73 965)	-
Solde au 31 mars 2020	156 408	\$ 712 085	\$ 20 857	\$ 4 683	\$ 28 706	\$ 129	\$ 9 914	\$ 55 049	\$ 987 831
Solde au 31 mars 2020	156 408	\$ 712 085	\$ 20 857	\$ 4 683	\$ 28 706	\$ 129	\$ 9 914	\$ 55 049	\$ 987 831
Entrées	-	711	-	-	410	-	243	9 042	10 406
Sorties	-	(20 202)	-	-	(24)	-	-	-	(20 226)
Radiations	(5)	(12)	-	(16)	(221)	-	-	-	(254)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(177)	-	-	-	(177)
Reclassements	-	5 286	-	167	5	-	66	(5 524)	-
Solde au 30 juin 2020	156 403	\$ 697 868	\$ 20 857	\$ 4 834	\$ 28 699	\$ 129	\$ 10 223	\$ 58 567	\$ 977 580
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2019	97 357	\$ 440 136	\$ 10 898	\$ 3 407	\$ 19 945	\$ 24	\$ 9 388	\$ -	\$ 581 155
Amortissement	12 908	47 690	1 650	551	2 890	24	349	-	66 062
Sorties	(2 531)	(131 887)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(136 418)
Radiations	(334)	(2 946)	-	(189)	(1 831)	-	(864)	-	(6 164)
Reclassements	(4 210)	2 542	1 668	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2020	103 190	\$ 355 535	\$ 14 029	\$ 3 769	\$ 19 191	\$ 48	\$ 8 873	\$ -	\$ 504 635
Solde au 31 mars 2020	103 190	\$ 355 535	\$ 14 029	\$ 3 769	\$ 19 191	\$ 48	\$ 8 873	\$ -	\$ 504 635
Amortissement	2 610	13 237	333	157	725	6	82	-	17 150
Sorties	-	(20 200)	-	-	(24)	-	-	-	(20 224)
Radiations	(5)	767	-	(16)	(221)	-	-	-	525
Solde au 30 juin 2020	105 795	\$ 349 339	\$ 14 362	\$ 3 910	\$ 19 671	\$ 54	\$ 8 955	\$ -	\$ 502 086
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2020	53 218	\$ 356 550	\$ 6 828	\$ 914	\$ 9 515	\$ 81	\$ 1 041	\$ 55 049	\$ 483 196
Au 30 juin 2020	50 608	\$ 348 529	\$ 6 495	\$ 924	\$ 9 028	\$ 75	\$ 1 268	\$ 58 567	\$ 475 494

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2020, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 177 \$ liées à du matériel de contrôle qui n'était plus en mesure de contribuer à la réalisation de son mandat. Ces actifs ont donc été jugés entièrement dépréciés et la valeur comptable nette résiduelle a été comptabilisée comme perte de valeur. La valeur recouvrable, soit la valeur d'utilité du matériel pour l'ACSTA, a été considérée comme nulle, étant donné que tous les flux de trésorerie futurs associés au matériel sont estimés à 0 \$.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2019	9 120 \$	20 208 \$	4 577 \$	33 905 \$
Entrées	1 616	203	2 166	3 985
Radiations	(171)	(4 444)	-	(4 615)
Reclassements	1 062	952	(2 014)	-
Solde au 31 mars 2020	11 627 \$	16 919 \$	4 729 \$	33 275 \$
Solde au 31 mars 2020	11 627 \$	16 919 \$	4 729 \$	33 275 \$
Entrées	27	-	1 738	1 765
Solde au 30 juin 2020	11 654 \$	16 919 \$	6 467 \$	35 040 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2019	4 005 \$	14 185 \$	- \$	18 190 \$
Amortissement	888	1 240	-	2 128
Radiations	(171)	(3 901)	-	(4 072)
Solde au 31 mars 2020	4 722 \$	11 524 \$	- \$	16 246 \$
Solde au 31 mars 2020	4 722 \$	11 524 \$	- \$	16 246 \$
Amortissement	264	226	-	490
Solde au 30 juin 2020	4 986 \$	11 750 \$	- \$	16 736 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2020	6 905 \$	5 395 \$	4 729 \$	17 029 \$
Au 30 juin 2020	6 668 \$	5 169 \$	6 467 \$	18 304 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2019	23 741 \$	1 733 \$	25 474 \$
Entrées	291	117	408
Amortissement	(3 459)	(212)	(3 671)
Solde au 31 mars 2020	20 573 \$	1 638 \$	22 211 \$
Solde au 31 mars 2020	20 573 \$	1 638 \$	22 211 \$
Amortissement	(849)	(66)	(915)
Solde au 30 juin 2020	19 724 \$	1 572 \$	21 296 \$

9. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Le rapprochement des provisions se présente comme suit :

	30 juin 2020
Solde à l'ouverture de la période	- \$
Provisions établies au cours de la période	300
Solde à la clôture de la période	300 \$

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés contre l'ACSTA.

En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions ont été déterminées en fonction du résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et des renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Les provisions comptabilisées au 30 juin 2020 sont liées à des montants réclamés, ou anticipés d'être réclamés, par Transports Canada. Les provisions sont classées en éléments courants et les flux de trésorerie futurs attendus n'ont pas été actualisés puisque les sorties de trésorerie associées à ces recours devraient avoir lieu au cours des 12 prochains mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés

(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

(b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

En 2018, une administration aéroportuaire a avisé l'ACSTA qu'elle avait reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada pour ne pas avoir perçu la TVH auprès de l'ACSTA pour des ententes de financement liées à des projets d'intégration, ainsi qu'à de l'entretien. L'ACSTA a soumis un avis d'opposition en collaboration avec l'administration aéroportuaire et est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que l'avis d'opposition sera accueilli favorablement. S'il s'avère que c'est le cas, l'ACSTA pourra récupérer la totalité des sommes versées à ce titre.

L'ACSTA a conclu des ententes de financement similaires avec d'autres administrations aéroportuaires qui pourraient donner lieu à des cotisations de la part d'administrations fiscales. Même si l'ACSTA estime qu'il est improbable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour ces autres ententes de financement, il y a un risque qu'elle soit obligée de payer d'autres cotisations si ces autres administrations aéroportuaires font l'objet d'un contrôle fiscal et que l'Agence du revenu du Canada maintient sa position. Le montant maximal des flux de trésorerie non actualisés pouvant être nécessaire pour régler ce passif éventuel est estimé à 23 623 \$ (22 744 \$ au 31 mars 2020), qui sera compensé par des taxes à recouvrer dont le montant est estimé à 10 641 \$ (10 360 \$ au 31 mars 2020), pour un montant net de 12 982 \$ (12 384 \$ au 31 mars 2020). Ces montants n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

(ii) Coûts de démantèlement

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2020, il n'y a pas eu de changements significatifs concernant les éventualités liées aux coûts de démantèlement de l'ACSTA. Pour une description de ces coûts, veuillez consulter la note 15(b)(ii) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

10. Obligations locatives

L'ACSTA a des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. L'ACSTA a pris en compte les options de prolongation pour évaluer les obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Solde à l'ouverture de la période	22 927 \$	25 956 \$
Entrées	-	408
Paiements de loyers (note 14)	(1 036)	(3 936)
Charges financières	113	492
Réévaluation de conversion de devises	(5)	7
Solde à la clôture de la période	21 999 \$	22 927 \$
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	3 565 \$	3 548 \$
Partie non courante	18 434	19 379

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Paiements de loyers variables	657 \$	600 \$
Contrats de location à court terme	1	17
Contrats de location de faible valeur	15	22
	673 \$	639 \$

Les paiements de loyers variables incluent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 709 \$ (1 620 \$ en 2019).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés pour les obligations locatives contractuelles :

	30 juin 2020	31 mars 2020
1 an au plus	7 203 \$	7 170 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	10 035	11 651
Plus de 5 ans	317	343
Total	17 555 \$	19 164 \$

11. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	30 juin 2020	31 mars 2020
--	-----------------	-----------------

Financement public différé lié aux charges d'exploitation

Solde à l'ouverture de la période	19 420 \$	18 558 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	160 045	743 000
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(158 336)	(742 138)
Solde à la clôture de la période	21 129 \$	19 420 \$

Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations

Solde à l'ouverture de la période	498 794 \$	469 732 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	12 144	99 926
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(18 500)	(70 864)
Solde à la clôture de la période	492 438 \$	498 794 \$

Total du financement public différé à la clôture de la période	513 567 \$	518 214 \$
---	-------------------	-------------------

Se reporter à la note 14 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

12. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	836	1 482
	<u>836</u>	<u>1 482</u>
Passif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	(30 354)	(5 827)
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(26 284)	(20 609)
	<u>(56 638)</u>	<u>(26 436)</u>
Avantages du personnel – passif net	<u>(55 802) \$</u>	<u>(24 954) \$</u>

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	1 834 \$	2 137 \$	19 \$	24 \$	267 \$	467 \$	2 120 \$	2 628 \$
Frais administratifs	94	75	4	4	-	-	98	79
Charges d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	1 976	1 854	48	45	202	282	2 226	2 181
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 874)	(1 816)	(61)	(60)	-	-	(1 935)	(1 876)
Coût des prestations définies	2 030 \$	2 250 \$	10 \$	13 \$	469 \$	749 \$	2 509 \$	3 012 \$

Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	25 082 \$	4 709 \$	408 \$	13 \$	- \$	- \$	25 490 \$	4 722 \$
Pertes actuarielles	(49 340)	(25 138)	(1 044)	(551)	(5 253)	(4 107)	(55 637)	(29 796)
Réévaluation des régimes à prestations définies	(24 258)\$	(20 429)\$	(636)\$	(538)\$	(5 253)\$	(4 107)\$	(30 147)\$	(25 074)\$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 216 \$ (177 \$ en 2019) pour la composante « cotisations définies » du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés précédemment, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou des pertes de réévaluation qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, des pertes de réévaluation de 30 147 \$ ont été enregistrées à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 100 points de base (de 3,75 % au 31 mars 2020 à 2,75 % au 30 juin 2020). Cette diminution a été en partie compensée par un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur aux taux posés par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 14,77 %, contre un taux anticipé de 0,94 %).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés

(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, des pertes de réévaluation de 25 074 \$ ont été enregistrées à la suite de la diminution du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2019 à 3,00 % au 30 juin 2019). Ces pertes ont été en partie compensées par des taux de rendement réels des actifs des régimes supérieurs à ceux posés par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 3,27 %, contre un taux anticipé de 0,88 %) et pour le RRS (taux réel de 0,97 %, contre un taux anticipé de 0,88 %).

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Cotisations de l'employeur		
RRE	1 761 \$	830 \$
ARPD	47	38
	1 808 \$	868 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 8 016 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Services de contrôle et autres coûts connexes		
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	127 110 \$	149 282 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	2 166	1 434
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 301	599
	130 577	151 315
Exploitation et entretien du matériel		
Entretien du matériel et pièces de rechange	8 147	10 032
CIZR	55	210
Formation et certification	(87)	246
	8 115	10 488
Soutien des programmes et services généraux		
Frais relatifs aux employés	17 732	16 795
Frais de bureau et frais informatiques	1 756	2 218
Autres frais administratifs	1 752	617
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	899	1 650
Autres frais de location (note 10)	673	639
Communications et sensibilisation du public	62	164
	22 874	22 083
Amortissement		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	17 150	15 663
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	915	910
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	490	523
	18 555	17 096
	180 121 \$	200 982 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Le poste paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle comprend une somme de 65 860 \$ payée aux fournisseurs de service de contrôle selon les termes d'ententes à court terme afin de maintenir les agents de contrôle certifiés à des niveaux qui ont été jugé appropriés. Ceci a pour but de permettre à l'ACSTA de répondre au fur et à mesure que la situation évolue et que les volumes de passagers augmentent. Cette somme est constatée dans l'état intermédiaire résumé du résultat global dans les charges au titre du contrôle préembarquement (46 704 \$), du contrôle des bagages enregistrés (11 095 \$) et du contrôle des non-passagers (8 061 \$), et a été ventilée conformément à l'historique de distribution des paiements versés aux fournisseurs de service de contrôle.

14. Financement public

Puisque le Plan d'entreprise de l'ACSTA pour l'exercice en cours n'a pas encore été déposé au Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour cet exercice. Par conséquent, le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	205 475 \$	208 073 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(144 490)	(94 373)
Crédits parlementaires à recevoir	99 060	61 667
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 11)	160 045 \$	175 367 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers, et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	1 117 \$	63 872 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	-	(37 553)
Crédits parlementaires à recevoir	11 027	-
Partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	-	(5 450)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 11)	12 144	20 869
Crédits parlementaires reçus – paiements de loyers	1 036	981
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyer	13 180 \$	21 850 \$

La partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations est attribuable au fait que les prévisions de dépenses étaient supérieures aux dépenses en immobilisations réelles, et à la date de réception du financement public.

15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés ¹	- \$	- \$	926 \$	926 \$
Passifs financiers dérivés ¹	55	55	-	-
Instruments financiers évalués au coût amorti				
Retenues de garantie non courantes ²	3 186 \$	3 186 \$	5 410 \$	5 410 \$

¹ La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables.

² La juste valeur est déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisés selon les taux publiés par le gouvernement du Canada pour des obligations ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2020 ou de l'exercice clos le 31 mars 2020.

16. Accords contractuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes, avant les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Exploitation	886 531 \$	1 015 479 \$
Immobilisations	43 881	53 803
Total	930 412 \$	1 069 282 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées :

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada. Elle est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions entre l'ACSTA et des parties liées :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Exploitation		
Produits	177 872 \$	194 053 \$
Charges	4 524	3 883
Immobilisations		
Matériel de CBE	567	439

Les produits tirés de transactions avec des parties liées représentent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges présentées ci-dessus pour le trimestre clos le 30 juin 2020 comprennent un montant de 4 124 \$ (4 044 \$ en 2019) en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

Les soldes ci-après qui se rapportent aux parties liées sont inclus dans les clients et autres débiteurs, dans les fournisseurs et autres créditeurs ainsi que dans les provisions à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Montants à recevoir des parties liées	114 922 \$	138 005 \$
Montants à payer aux parties liées	(1 245)	(1 203)
Provisions relatives aux parties liées	(300)	-
Montant à recevoir net des parties liées	113 377 \$	136 802 \$

Les montants à recevoir des parties liées comprennent principalement des créances à recevoir de 110 087 \$ (132 862 \$ au 31 mars 2020) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires utilisés au cours de la période et non reçus à la fin de la période et des créances de 4 835 \$ (5 143 \$ au 31 mars 2020) à recevoir de l'Agence du revenu du Canada au titre de taxes recouvrables payées sur les dépenses.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations qui sont présentées à la note 12. Il n'y a eu aucune autre transaction au cours du trimestre considéré.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

18. Variation nette des soldes du fonds de roulement et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2020	2019
Diminution des clients et autres débiteurs	37 751 \$	30 511 \$
Diminution des stocks	485	453
(Augmentation) diminution des dépenses payées d'avance	(2 194)	44
Augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	11 296	9 683
Augmentation des provisions	300	-
Augmentation (diminution) du financement public différé lié aux charges d'exploitation	1 709	(497)
	49 347 \$	40 194 \$

La variation des clients et autres débiteurs exclut un montant de 11 027 \$ (37 533 \$ en 2019) pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ce montant se rattache aux activités d'investissement.

La variation des dépenses payées d'avance exclut un montant de 26 \$ (676 \$ en 2019) pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ce montant se rattache aux activités d'investissement.

La variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut un montant de 16 366 \$ (9 878 \$ en 2019) pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ce montant se rattache aux activités d'investissement.

19. Le Budget de 2019 et la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi permettant la création d'une entité indépendante à but non lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. La *Loi* autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à la nouvelle entité.

Ces faits nouveaux n'ont en rien modifié le mandat actuel de l'ACSTA. Elle continuera de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(Non auditées)

(En milliers de dollars canadiens)

20. Répercussions de la COVID-19

En réponse à la pandémie de la COVID-19, des gouvernements de partout du monde entier ont imposé un certain nombre de restrictions de déplacement et il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. L'ACSTA a subi des répercussions importantes sur ses activités de contrôle et son matériel de contrôle puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

L'ACSTA et ses fournisseurs de services de contrôle ont conclu des ententes à court terme afin de maintenir l'effectif d'agents de contrôle certifiés à un niveau jugé approprié pour contenir les coûts et donner à l'ACSTA la flexibilité de répondre à mesure que la situation évolue, ce qui comprend une diminution progressive du nombre d'heures de contrôle achetées qui ne reflétaient pas entièrement le déclin considérable des volumes de passagers. La priorité de l'ACSTA est la santé et la sécurité des agents de contrôle dans les aéroports, le maintien de l'efficacité de la sûreté et l'état de préparation à répondre à mesure que la situation évolue.

L'ACSTA continuera de surveiller la situation et de s'ajuster en conséquence.